

## **ACCORD-CADRE DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES**

### **MISSIONS DE CONTROLE TECHNIQUE POUR LE PARTENARIAT D'INNOVATION DANS LE CADRE DE LA CONSTRUCTION DE QUARTIERS DE SEMI-LIBERTE**

***CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)***

# Sommaire

<b>CHAPITRE I : GENERALITES .....</b>	<b>4</b>
Article 1 Contexte.....	4
Article 2 Objet de l'accord-cadre.....	6
Article 3 Caractéristiques de l'accord cadre.....	11
3.1. Nature de l'accord cadre.....	11
3.2. Montant de l'accord-cadre.....	11
3.3. Durée de l'accord-cadre.....	11
Article 4 Pièces constitutives de l'accord-cadre.....	11
4.1. Pièces particulières : .....	11
4.2. Pièces générales : .....	11
Article 5 Discretion-Sécurité.....	12
<b>CHAPITRE II : EXECUTION DES PRESTATIONS.....</b>	<b>13</b>
Article 6 Exécution de l'accord-cadre.....	13
6.1. Conditions générales.....	13
6.2. Modalités d'organisation.....	13
6.3. Personnes chargées de la conduite des prestations.....	14
6.4. Connaissance des conditions d'exécution des prestations.....	14
6.5. Modalités d'exécution des commandes .....	14
6.6. Modalités en cas de changement de type d'opération .....	15
Article 7 Contenu des prestations.....	16
7.1. Suivi du partenariat d'innovation .....	16
7.2. Actes techniques correspondant aux phases d'intervention du contrôleur technique.....	17
Article 8 Documents à fournir par le pouvoir adjudicateur .....	21
Article 9 Délais et prolongation du délai d'exécution .....	22
9.1. Délais d'exécution .....	22
9.2. Délais d'acceptation des documents .....	23
9.3. Prolongation des délais d'exécution .....	23
Article 10 Pénalités pour retard.....	24
<b>CHAPITRE III : PRIX ET REGLEMENT .....</b>	<b>27</b>
Article 11 Prix .....	27
11.1. Contenu et conditions d'établissement des prix .....	27
11.2. Variation des prix.....	27
11.3. Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) .....	28
11.4. Clause de réexamen relative à la prolongation du marché de conception-réalisation .....	28
Article 12 Modalités de règlement .....	28
12.1. Répartition des paiements.....	28
12.2. Module de gestion financière.....	29
12.3. Avance .....	29
12.4. Acomptes et solde .....	29
12.5. Modalités de paiement.....	29

12.6. Paiement des co-traitants et des sous-traitants .....	30
12.7. Délai de paiement .....	31
<b>CHAPITRE IV : PROTECTION DES PARTIES APPORTEES PAR L'ACCORD-CADRE.....</b>	<b>32</b>
Article 13 Conditions particulières d'intervention.....	32
Article 14 Propriété intellectuelle.....	32
Article 15 Assurances.....	32
15.1. Responsabilités.....	32
15.2. Assurances .....	32
Article 16 Dispositions relatives au travail dissimulé.....	33
Article 17 Dispositions relatives aux travailleurs détachés.....	33
Article 18 Arrêt de l'exécution de l'accord cadre.....	33
Article 19 Résiliation de l'accord-cadre .....	34
19.1. Résiliation du fait du pouvoir adjudicateur .....	34
19.2. Résiliation aux torts du titulaire.....	34
19.3. Résiliation aux frais et risques .....	34
Article 20 Règlement des différends.....	34
Article 21 Dérogations aux documents généraux.....	34

# CHAPITRE I : GENERALITES

## Article1 Contexte

En 2025, le Garde des Sceaux a annoncé porter des évolutions au système immobilier pénitentiaire et notamment une plus grande différenciation des conditions de détention en fonction du profil des personnes détenues. Cela se traduit notamment par l'augmentation rapide de la capacité d'accueil de personnes détenues bénéficiant d'un régime de semi-liberté. Ces personnes – dont il est jugé qu'elles présentent un risque faible et qu'elles ont la capacité de participer activement à leur réinsertion en milieu ouvert – quittent périodiquement la détention pour travailler, exécuter un travail d'intérêt général, bénéficier de services divers (soins, formations, accompagnement de la réinsertion...).

C'est dans ce cadre que l'Agence publique pour l'immobilier de la Justice (APIJ) a été missionnée pour le déploiement d'un programme immobilier innovant qui répond aux enjeux suivants :

- simplification des conditions immobilières de détention, au regard du profil de risque des détenus et des caractéristiques de la semi-liberté ;
- optimisation des coûts, tant en investissement qu'en fonctionnement ;
- optimisation des délais de mise en œuvre, au regard de l'urgence de résorption de la surpopulation carcérale ;
- potentiel de massification d'une solution immobilière standardisée et modulable, sur tout le territoire national, en fonction de l'évolution des peines de semi-liberté et des capacités d'investissement du ministère.

Ce nouveau référentiel de programmation a été élaboré en prenant en compte la simplification des fonctions accueillies permise par le régime de semi-liberté ainsi qu'une organisation compatible avec des modes constructifs hors site pour tout ou partie des ouvrages.

Le schéma fonctionnel a été repensé autour d'un socle de fonctions :

- d'accueil, de contrôle et de vestiaire dans la *zone d'entrée* ;
- de travail et de repos des personnels pénitentiaires, dans la *zone administrative* ;
- de traitement des flux déchets/linge/entretien/cantine/cuisine dans la *zone logistique*, reliée à une *cour de livraison* ;
- d'activités notamment sportives dans les *locaux communs en détention* et la *cour de promenade* ;
- d'hébergement, laverie et entretien courant dans les *unités d'hébergement*.

Les cellules, mais aussi l'ensemble des fonctions maintenues au sein du quartier de semi-liberté, sont accueillies dans des locaux adaptés à des modules standardisés d'une superficie utile de référence de l'ordre de 12 m<sup>2</sup> SU (certains locaux nécessitant le doublement ou le triplement de cette superficie de référence).

En vue d'une massification sur tout le territoire national, une vingtaine de sites sont actuellement à l'étude afin d'évaluer leur capacité à accueillir des établissements de l'ordre de 50, 76, 100 places, composés d'unités d'hébergement de 25 places regroupant essentiellement des cellules doubles et des cellules individuelles accessibles PMR.

A titre purement indicatif, une répartition possible des sites par région administrative de France métropolitaine pourrait être la suivante :

- Auvergne-Rhône-Alpes : 3 sites
- Bretagne : 2 sites
- Centre Val-de-Loire : 1 site

- Grand Est : 1 site
- Hauts-de-France : 4 sites
- Ile-de-France : 2 sites
- Nouvelle-Aquitaine : 2 sites
- Provence Alpes Côte d'Azur : 1 site

Les matériaux, équipements et techniques constructives qui seront proposés devront permettre de garantir la durabilité des locaux face à l'usure, aux éventuelles dégradations volontaires et aux risques incendie. Les matériaux et techniques constructives ne sont pas imposés dès lors que les performances recherchées sont atteintes.

#### Mode de dévolution

Une consultation est en cours avec l'objectif de désigner au maximum deux à trois partenaires et conclure avec eux des contrats de partenariat d'innovation distincts.

Le Partenariat d'innovation est composé de deux phases, qui sont menées en simultané avec 2 à 3 partenaires d'innovation :

- **Phase n°1 :** prestations de recherche et développement (R&D) dont le prototypage. La Phase n°1 est d'une durée prévisionnelle de cinq (5) mois.

Cette phase intègre les études de conception de QSL standardisés, qui seront ensuite déployés en phase n°2 et devront pouvoir être implantés sur l'ensemble du territoire. Elle intègre également le prototypage d'espaces sensibles du QSL. Ces études de conception seront menées sans connaître encore les sites d'implantation des QSL.

Cette phase intègre également les études de conception relatives à un QSL sur un site localisé géographiquement. Ce QSL dit « 1<sup>er</sup> de série » sera le 1<sup>er</sup> QSL à être réalisé en phase n°2.

- **Phase n°2 :** Acquisition du concept. Cette phase consiste à réaliser effectivement les QSL développés en phase 1, sur différents sites qui ne sont pas encore définis à ce stade. Les travaux seront passés sous forme d'accord-cadre de conception, fabrication et construction d'environ 1500 places au total de quartiers de semi-liberté en France.

L'intervention du titulaire du présent accord-cadre portera donc sur 6 typologies d'opérations :

Opération A -> QSL 50 places, l'intervention du titulaire portera uniquement sur la phase 1 de recherche et développement (conception), ainsi que le prototypage,

Opération B -> QSL 76 places, l'intervention du titulaire portera uniquement sur la phase 1 de recherche et développement (conception), ainsi que le prototypage,

Opération C -> QSL 100 places, l'intervention du titulaire portera uniquement sur la phase 1 de recherche et développement (conception), ainsi que le prototypage

Opération D -> QSL 50 places, l'intervention du titulaire portera sur la phase 2 d'acquisition (conception élaborée en phase 1, puis fabrication et construction en phase 2) uniquement pour 1 à 2 QSL dont la localisation sera précisée ultérieurement.

Opération E -> QSL 76 places, l'intervention du titulaire portera sur la phase 2 d'acquisition (conception élaborée en phase 1, puis fabrication et construction en phase 2) uniquement pour 1 à 2 QSL dont la localisation sera précisée ultérieurement.

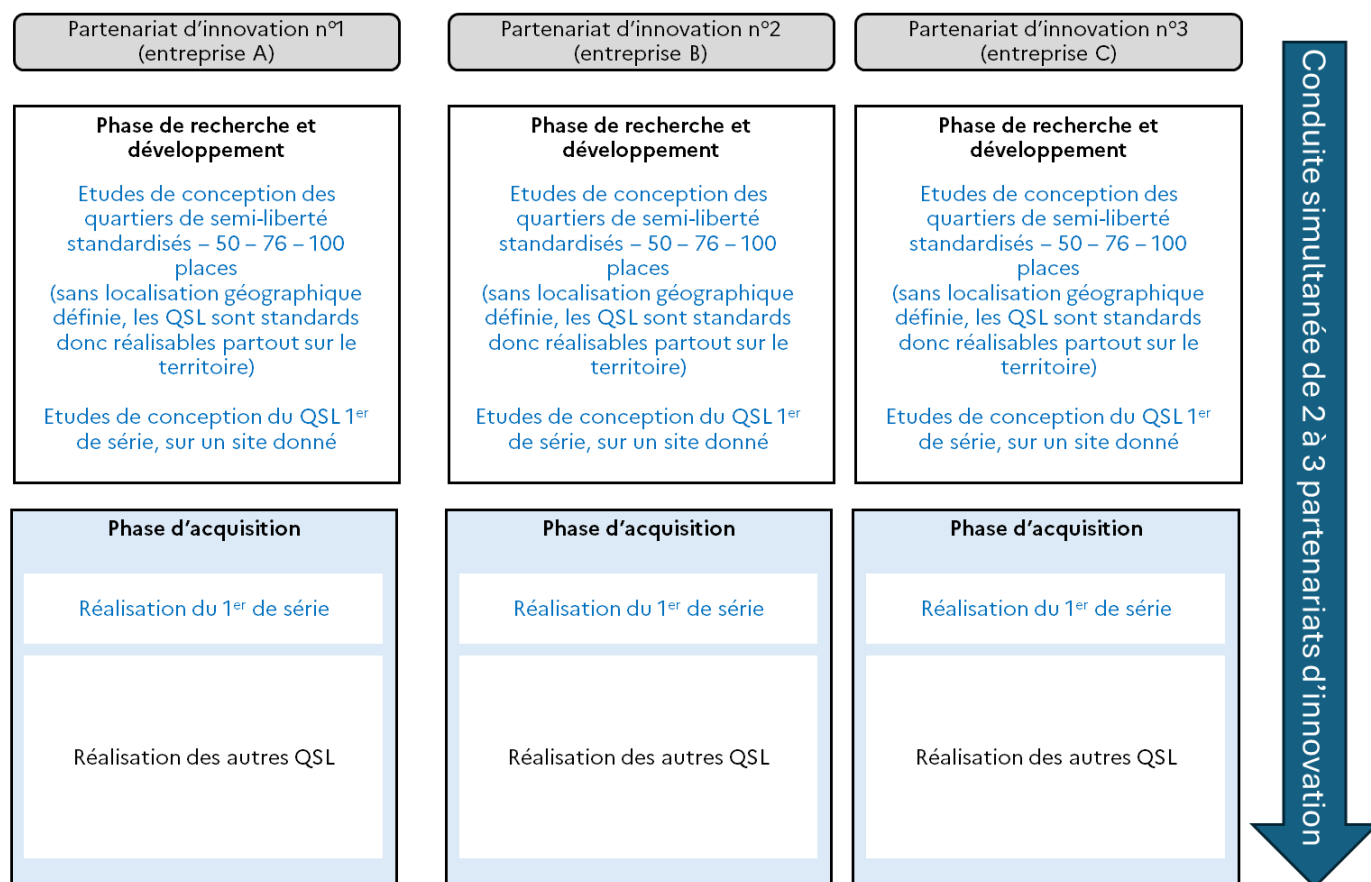
Opération F -> QSL 100 places, l'intervention du titulaire portera sur la phase 2 d'acquisition (conception élaborée en phase 1, puis fabrication et construction en phase 2) uniquement pour 1 à 2 QSL dont la localisation sera précisée ultérieurement.

#### L'attention du titulaire est attirée sur la conduite en simultané de :

- **La phase de recherche et développement avec deux à trois partenaires,**
- **La phase de réalisation avec le suivi en simultané de plusieurs QSL.**

Le schéma ci-dessous illustre la conduite prévisionnelle du partenariat d'innovation et donc les missions

qui seront commandées en simultané au contrôleur technique titulaire. Les éléments en bleu relèvent du présent accord-cadre.



## Article 2 Objet de l'accord-cadre

L'Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice (APIJ) est un établissement public administratif spécialisé, placé sous tutelle du ministère de la Justice, qui lui confie la conception et la construction des grands projets immobiliers relevant des différentes directions du ministère (services judiciaires, administration pénitentiaire, ...).

Le présent cahier des clauses particulières (CCP) porte sur la réalisation de missions de contrôle technique du partenariat d'innovation réalisés sous maîtrise d'ouvrage APIJ pour la construction de quartiers de semi-liberté en France, selon la répartition ci-dessous :

TYPE D'OPERATION	ELEMENTS DE MISSION	
Phase 1 - RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT (R&D)		
CONSULTATION		
	MISSION 1.1 - Analyse des offres	0 - Analyse d'une offre de la consultation pour la passation du partenariat d'innovation
ETUDES RECHESCHES ET DEVELOPPEMENT		
OPERATIONS A  QSL 50 places	MISSION 1.2 - Contrôle des Etudes de conception du marché de conception, réalisation et aménagement	1 - APS
		2 - AVP
		3 - PC/AT
		4 - Etudes de sol
		5 - PRO
		6 - Suivi des études d'exécution du prototype
		7 - Suivi de la réalisation du prototype
OPERATIONS B  QSL 76 places		8 - APS
		9 - AVP
		10 - PC/AT
		11 - Etudes de sol
		12 - PRO
		13 - Suivi des études d'exécution du prototype
		14 - Suivi de la réalisation du prototype
OPERATIONS C  QSL 100 places		15 - APS
		16 - AVP
		17 - PC/AT
		18 - Etudes de sol
		19 - PRO

		20 - Suivi des études d'exécution du prototype
		21 - Suivi de la réalisation du prototype
		22 - Conception Toutes missions : Examen d'un dossier d'étude de conception en cas de rejet
<b>AUTRE</b>		
<b>PHASE 2 - ACQUISITION DES SITES PREFERENTIELS</b>		
<b>OPERATIONS D</b> QSL 50 places	<b>MISSION 1.3 -</b> <b>Contrôle des études d'exécution du marché de conception, réalisation et aménagement</b>	23 - Examen des documents relatifs aux ouvrages soumis au contrôle
		24 - Examen des documents relatifs aux éléments d'équipement soumis au contrôle
	<b>MISSION 1.4 -</b> <b>Contrôle lors de l'exécution des travaux et suivi de la réception du marché de conception, réalisation et aménagement</b>	25 - Examen des documents formalisant les résultats des vérifications techniques effectuées par les constructeurs énumérés à l'article 1792-1 (1°) du code civil pour les ouvrages et éléments d'équipement soumis au contrôle, participation aux rendez-vous de chantier
		26 - Examen visuel à l'occasion de visites ponctuelles de chantier des ouvrages et éléments d'équipements soumis au contrôle, participation à des rendez-vous de chantier
		27 - Etablissement des rapports de vérification des installations électriques - Etablissement du rapport final de contrôle technique
		28 - Etablissement du rapport de vérification des ascenseurs / monte-charges et des portes et portails
		29 - Etablissement de l'attestation de vérification de l'accessibilité aux personnes handicapés
		30 - Etablissement de l'attestation de prise en compte de la réglementation environnementale à l'achèvement des travaux
		31 - Assistance à la visite de la commission de sécurité et accessibilité aux éventuelles visites préalables des services de sécurité et de secours



		33 - Examen des travaux effectués pendant la période de levée des réserves
	<b>MISSION 1.5 - Période de GPA du marché de conception, réalisation et aménagement</b>	34 - Examen des ouvrages et éléments d'équipement ayant été soumis à contrôle et qui font l'objet de travaux effectués pendant la période de garantie de parfait achèvement
<b>OPERATIONS E</b>  QSL 76 places	<b>MISSION 1.3 - Contrôle des études d'exécution du marché de conception, réalisation et aménagement</b>	23 - Examen des documents relatifs aux ouvrages soumis au contrôle
		24 - Examen des documents relatifs aux éléments d'équipement soumis au contrôle
	<b>MISSION 1.4 - Contrôle lors de l'exécution des travaux et suivi de la réception du marché de conception, réalisation et aménagement</b>	25 - Examen des documents formalisant les résultats des vérifications techniques effectuées par les constructeurs énumérés à l'article 1792-1 (1°) du code civil pour les ouvrages et éléments d'équipement soumis au contrôle, participation aux rendez-vous de chantier
		26 - Examen visuel à l'occasion de visites ponctuelles de chantier des ouvrages et éléments d'équipements soumis au contrôle, participation à des rendez-vous de chantier
		27 - Etablissement des rapports de vérification des installations électriques - Etablissement du rapport final de contrôle technique
		28 - Etablissement du rapport de vérification des ascenseurs / monte-charges et des portes et portails
		29 - Etablissement de l'attestation de vérification de l'accessibilité aux personnes handicapés
		30 - Etablissement de l'attestation de prise en compte de la réglementation environnementale à l'achèvement des travaux
		31 - Assistance à la visite de la commission de sécurité et accessibilité aux éventuelles visites préalables des services de sécurité et de secours
		33 - Examen des travaux effectués pendant la période de levée des réserves

	<b>MISSION 1.5 - Période de GPA du marché de conception, réalisation et aménagement</b>	34 - Examen des ouvrages et éléments d'équipement ayant été soumis à contrôle et qui font l'objet de travaux effectués pendant la période de garantie de parfait achèvement
<b>OPERATIONS F</b>  QSL 100 places	<b>MISSION 1.3 - Contrôle des études d'exécution du marché de conception, réalisation et aménagement</b>	23 - Examen des documents relatifs aux ouvrages soumis au contrôle
		24 - Examen des documents relatifs aux éléments d'équipement soumis au contrôle
	<b>MISSION 1.4 - Contrôle lors de l'exécution des travaux et suivi de la réception du marché de conception, réalisation et aménagement</b>	25 - Examen des documents formalisant les résultats des vérifications techniques effectuées par les constructeurs énumérés à l'article 1792-1 (1°) du code civil pour les ouvrages et éléments d'équipement soumis au contrôle, participation aux rendez-vous de chantier
		26 - Examen visuel à l'occasion de visites ponctuelles de chantier des ouvrages et éléments d'équipements soumis au contrôle, participation à des rendez-vous de chantier
		27 - Etablissement des rapports de vérification des installations électriques - Etablissement du rapport final de contrôle technique
		28 - Etablissement du rapport de vérification des ascenseurs / monte-charges et des portes et portails
		29 - Etablissement de l'attestation de vérification de l'accessibilité aux personnes handicapées
		30 - Etablissement de l'attestation de prise en compte de la réglementation environnementale à l'achèvement des travaux
		31 - Assistance à la visite de la commission de sécurité et accessibilité aux éventuelles visites préalables des services de sécurité et de secours
		33 - Examen des travaux effectués pendant la période de levée des réserves
	<b>MISSION 1.5 - Période de GPA du marché de conception, réalisation et aménagement</b>	34 - Examen des ouvrages et éléments d'équipement ayant été soumis à contrôle et qui font l'objet de travaux effectués pendant la période de garantie de parfait achèvement

## TOUTES PHASES CONFONDUES

### MISSION 1.6 - AVIS TECHNIQUES PONCTUELS

La durée estimative de conception et réalisation des QSL est de :

- 18 mois jusqu'à la réception,
- 16 mois de GPA.

La surface utile des QSL oscille entre 800 m<sup>2</sup> pour les QSL de 50 places et 1 300 m<sup>2</sup> pour les QSL de 100 places.

La nature des prestations objet du présent accord cadre est décrite dans le présent CCP.

### **Article 3 Caractéristiques de l'accord cadre.**

#### **3.1. Nature de l'accord cadre**

Le présent marché public est un accord-cadre mono-attributaire au sens de l'article L2125-1 du code de la commande publique.

Il s'exécutera par émission de bons de commande et marchés subséquents dans les conditions décrites respectivement aux articles R2162-7 et suivants (marchés subséquents) et R2162-13 et suivants (bon de commande) du code précité.

Il s'exécute au fur et à mesure de la survenue du besoin, par l'émission de bons de commande ou marchés subséquents pour les missions en lien avec l'objet de l'accord-cadre et dont les caractéristiques et les modalités d'exécution sont définies aux articles 5 et 6 du présent CCP.

#### **3.2. Montant de l'accord-cadre**

Pour la durée totale de l'accord-cadre, il a été fixé les montants suivants :

- Sans montant minimum
- Montant maximum sur toute la durée de l'accord-cadre : 142 990 € HT

#### **3.3. Durée de l'accord-cadre**

La durée de l'accord-cadre est indiquée à l'article 5 de l'acte d'engagement.

### **Article 4 Pièces constitutives de l'accord-cadre**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG PI, les pièces contractuelles constitutives de l'accord-cadre sont par ordre de priorité décroissante :

#### **4.1. Pièces particulières :**

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes :
  - o Annexe 1 : l'acte spécial de sous-traitance ;
  - o Annexe 2 relative aux personnes physiques responsables par éléments de mission
  - o Annexe 3 : Le bordereau de prix unitaires (BPU) ;
- Le présent cahier des clauses particulières (CCP) ;
- Les bons de commande et marchés subséquents, y compris leurs annexes, au fur et à mesure de leur notification ;
- Le mémoire technique du titulaire dont les renseignements ne sont contractuels que s'ils vont au-delà des exigences du CCP.

#### **4.2. Pièces générales :**

- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.
- le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux marchés publics de contrôle technique approuvé par décret n°99-443 du 28 mai 1999 et ses annexes.

- La norme NF P 03-100 : critères généraux pour la contribution du contrôle technique à la prévention des aléas techniques dans le domaine de la construction.

Documents en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini dans l'acte d'engagement.

## **Article 5 Discretion-Sécurité**

Le titulaire du marché est tenu à une obligation de discrétion concernant tous les documents qui lui seront communiqués au cours de l'exécution du marché.

Il devra veiller à les maintenir confidentiels en prenant toutes les mesures nécessaires.

Le titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel et, le cas échéant, de ses sous-traitants et de ses fournisseurs, au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, fichiers, études, documents et décisions dont il a eu ou aura connaissance durant l'exécution du marché, dont la divulgation serait préjudiciable à la sécurité du projet. Sauf précision contraire du pouvoir adjudicateur, tous les documents remis au titulaire sont réputés confidentiels.

Le titulaire s'engage donc à respecter les obligations suivantes :

- S'interdire toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise ou diffusion de documents à des tiers, sauf accord exprès du maître d'ouvrage ;
- Ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiés, à l'exception de celles strictement nécessaires à l'exécution du marché, sauf accord exprès du maître d'ouvrage ;
- Ne pas utiliser les documents et informations communiquées à des fins autres que celles spécifiées au présent marché, sauf accord exprès du maître d'ouvrage ;
- Prendre les mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat, via notamment l'utilisation de dispositifs de verrouillage des ordinateurs et de cryptage des données ;
- Prendre toutes mesures de sécurité pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités pendant la durée du présent contrat, via notamment l'emploi d'armoires fortes, de mise sous alarme et de gardiennage des locaux ;
- Signaler au représentant du pouvoir adjudicateur, dans les 24 heures suivant la constatation de l'incident, toute défaillance de ce dispositif (perte ou vol de documents dont le caractère secret lui aura été notifié ou intrusion malveillante dans le système informatique) ;
- Procéder, en fin de contrat, à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf instruction contraire du MOA ;
- Remettre au représentant du pouvoir adjudicateur une attestation de destruction desdits fichiers.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées.

En cas de non-respect des dispositions précitées, et indépendamment des pénalités et sanctions prévues à l'article 10 du présent CCP, la responsabilité du titulaire pourra également être engagée sur la base des dispositions de l'article 226-13 du Code pénal.

Le titulaire et ses sous-traitants s'engagent à détenir tous les supports physiques d'information relatifs à l'opération dans un ou des lieux sécurisés par leurs soins (papier, serveur informatique, sauvegarde sur bandes).

Les documents informatiques doivent être conservés sur un serveur lui-même sécurisé face aux vols informatiques depuis l'intranet et l'internet. Sur demande explicite du maître d'ouvrage, la communication des documents par courriel, ou sur tout support informatique peut faire l'objet d'un cryptage des données par un logiciel freeware (libre de droits) fonctionnant sur le système d'exploitation Windows ©.

La communication postale de tout support d'informations est proscrite. Tous les documents destinés à être détruits doivent être broyés au préalable.

## CHAPITRE II : EXECUTION DES PRESTATIONS

### Article 6 Exécution de l'accord-cadre

#### 6.1. Conditions générales

Le titulaire interviendra dans les conditions fixées par le cahier des clauses techniques générales applicables aux prestations de contrôle technique.

En particulier, conformément à l'article 5 du Cahier des Clauses Techniques Générales applicable aux marchés publics de contrôle technique, en cas de sous-traitance partielle de sa mission, le titulaire ne peut faire appel qu'à un autre contrôleur technique agréé.

Les conditions suivantes seront en outre appliquées :

- si le contrôleur technique n'a pas reçu les documents qu'il estime nécessaires à son intervention, il est tenu de le signaler au pouvoir adjudicateur,
- la mission du contrôleur technique peut le conduire à s'assurer que la qualité des produits utilisés dans la construction est appropriée au projet ; dans ce but il doit notamment signaler au pouvoir adjudicateur les essais qu'il estimerait nécessaires, et fournir une estimation de leur coût,
- La mission du contrôleur technique durant la phase de réalisation devra assurer une présence autant que nécessaire sur site pour assurer les missions.
- les avis donnés au fur et à mesure sur l'exécution des études et de la réalisation sont signés ou contresignés par le responsable du contrôle de l'opération, personne physique désignée à cet effet, si une autre personne signe ou contresigne les rapports et avis du titulaire, cette personne est réputée opérer sous la responsabilité personnelle et par délégation de la personne désignée dans l'acte d'engagement.
- le contrôleur technique examinera les documents formalisant les résultats des vérifications techniques effectuées par les constructeurs énumérés à l'article 1792-1 (1°) du code civil pour les ouvrages et éléments d'équipement soumis au contrôle,
- le pouvoir adjudicateur du marché prendra les dispositions nécessaires pour :
  - o informer, dès l'origine, le groupement de maîtrise d'œuvre puis le titulaire du marché de travaux et, d'une manière générale tous les intervenants à la construction, de l'existence du présent contrat,
  - o donner au contrôleur technique copie du permis de construire et des autorisations de travaux,
- le titulaire devra utiliser les plateformes collaboratives de gestion informatique des documents et de diffusion de visa si ce type de système est utilisé.

#### 6.2. Modalités d'organisation

Le maître d'ouvrage attachant une grande importance aux délais, le contrôleur technique devra organiser son travail de manière à intervenir de façon **permanente** au cours de l'élaboration de chaque phase des études de conception, au niveau de l'analyse des propositions des candidats, au cours de la mise au point du marché, et après notification de l'accord-cadre, en cours d'exécution des différentes phases d'études au stade de la recherche et développement ainsi que celles au stade de l'acquisition (comprenant la conception et la réalisation) afin que les corrections à apporter en fin de chaque phase soient minimales.

Les réunions seront tenues en visio-conférence, dans les locaux de l'APIJ au Kremlin-Bicêtre, ou sur le site concerné par l'opération, au choix du maître d'ouvrage. Des déplacements seront donc à prévoir dans l'hexagone en fonction de la localisation du projet. Le contrôleur technique prévoira autant de réunions que nécessaires avec les intervenants concernés. Le contrôleur technique devra prévoir un temps de présence sur site minimale durant la phase réalisation.

L'analyse des variantes étudiées par le maître d'œuvre fait partie intégrante de la mission du

contrôleur technique.

Le titulaire participera aux réunions avec les services centraux, locaux et/ou départementaux de sécurité. Il établira le compte rendu de ces réunions.

Un assistant au maître d'ouvrage pourra être chargé du suivi technique et économique de chaque partenariat et d'opération jusqu'à la phase parfait achèvement. Si tel est le cas, le contrôleur technique lui fera parvenir copie de tous les documents transmis au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et aux prestataires.

### **6.3. Personnes chargées de la conduite des prestations**

Dès la notification du présent accord-cadre, le titulaire désigne le(s) responsable(s) qualifié(s) pour le représenter auprès du pouvoir adjudicateur, pour piloter les missions pour chaque partenariat et pour signer au cours d'exécution de l'accord-cadre tous les documents prévus.

Le(s) responsable(s) ainsi désigné(s) sera(ont) l'(les) interlocuteur(s) privilégié(s) de la maîtrise d'ouvrage. Le changement de toute personne affectée à l'un des projets devra être notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur dans les conditions prévues à l'article 3.4.3 du CCAG-PI.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI, le titulaire dispose d'un délai de 7 jours calendaires à la suite de la notification visée à l'alinéa précédent pour proposer au pouvoir adjudicateur un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom et les titres. Le remplaçant est considéré comme accepté si le pouvoir adjudicateur ne le refuse pas dans un délai de sept jours à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent.

Si le pouvoir adjudicateur refuse le remplaçant, le titulaire dispose de sept jours calendaires pour désigner un autre remplaçant et en informer le pouvoir adjudicateur suivant les mêmes conditions que précédemment.

Les échanges entre les parties (notification, validation, etc.) se feront par tous moyens (mails, courriers, etc.)

### **6.4. Connaissance des conditions d'exécution des prestations**

Le titulaire est réputé, avant la remise de son offre :

- Avoir apprécié les conditions d'exécution des prestations et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leurs particularités ;
- Avoir examiné toutes les indications des documents du dossier de consultation, notamment celles données par les documents graphiques et le cahier des clauses techniques particulières, s'être assuré qu'elles sont suffisantes et concordantes, et avoir obtenu, le cas échéant, tous les renseignements complémentaires auprès du pouvoir adjudicateur.

### **6.5. Modalités d'exécution des commandes**

Toutes les stipulations contractuelles ne pouvant être fixée préalablement, l'accord-cadre s'exécutera :

- a. Par bons de commandes, pour les missions décrites dans le BPU, au fur et à mesure de la survenue des besoins ;
- b. Par marchés subséquents pour les missions qui feront l'objet d'une demande de devis de la part de la maîtrise d'ouvrage, établis dès que cela sera possible avec la limite des prix plafonds définis au BPU.



#### 6.1.1. *Commandes exécutées par bons de commandes*

Le bon de commande précisera le type d'opération de travaux (A, B, C, D, E et F), les éléments de missions et/ou les sous-éléments de mission le cas échéant, la localisation le cas échéant, le délai, la quantité et le montant des prestations en application des prix figurant dans le bordereau des prix unitaires (BPU).

A ce titre, les bons de commande préciseront notamment :

- La référence de l'accord-cadre ;
- Le numéro du bon de commande ;
- Le lieu d'exécution ;
- La durée du bon de commande ;
- Les délais d'exécution ;
- Les missions de contrôle technique à réaliser ;
- Le montant du bon de commande ;

Le cas échéant, le titulaire indique en retour au maître d'ouvrage la répartition des missions et prix associés par co-traitant, dans la limite du montant du bon de commande, signée par l'ensemble des membres du groupement dans un délai de 15 jours après la notification du bon de commande. A défaut, **une répartition financière égalitaire entre chaque co-traitant sera appliquée.**

#### 6.1.2. *Commandes exécutées par marchés subséquents*

Le pouvoir adjudicateur, lors de la survenance du besoin, adressera au titulaire de l'accord-cadre les informations sur les caractéristiques et l'ampleur des prestations, ainsi que les modalités d'exécution des prestations non fixées dans l'accord-cadre et lui demandera d'établir une proposition technique et financière intégrant les éventuelles répartitions entre co-traitant.

La date limite de réception de cette proposition sera précisée dans la demande.

Le titulaire s'engage à adresser une offre à l'ensemble des demandes. Cette obligation s'applique notamment dans le cas où le pouvoir adjudicateur lance simultanément plusieurs demandes aux mêmes dates. Tout manquement du titulaire quant aux obligations mentionnées ci-avant entraînera l'application des pénalités à l'article 10 du présent CCP.

L'offre du titulaire doit être datée et signée.

Cette offre est validée par le pouvoir adjudicateur par la conclusion et la notification du marché subséquent au titulaire de l'accord cadre.

Les marchés subséquents préciseront notamment :

- La référence de l'accord-cadre ;
- Le numéro du marché subséquent ;
- Le lieu d'exécution ;
- La durée du marché subséquent
- Les modalités et les délais d'exécution ;
- Les caractéristiques des prestations à réaliser ainsi que les quantités ;
- Le montant du marché subséquent ;
- L'éventuelle répartition entre co-traitant ;

### **6.6. Modalités en cas de changement de type d'opération**

Dans le cas où le type d'opération constaté évolue par rapport au type d'opération commandé (ex : un QSL de 50 places évolue vers un QSL de 76 places), la mission du contrôleur technique pourra être revue.

Selon l'évolution des besoins, un marché subséquent pourra être notifié afin de compléter le montant global de la mission commandée initialement, sur la base des prix définis au BPU.

Le montant total du bon de commande initial et du marché subséquent de complément sera, au maximum, égal au montant du bon de commande qui aurait été notifié pour le type d'opération constatée.

## **Article 7 Contenu des prestations**

### **7.1. Suivi du partenariat d'innovation**

#### *7.1.1. Prise de connaissance du dossier*

Après la notification du bon de commande ou du marché subséquent, une réunion spécifique est réalisée entre le MOA, les éventuels acteurs du projet déjà connus et le titulaire pour :

- Présenter l'opération et son périmètre ;
- Vérifier l'exhaustivité des documents fournis par le MOA.

Le compte rendu est réalisé par le titulaire qui donnera un avis motivé sur les missions confiés par le maître d'ouvrage.

#### *7.1.2. Mission de contrôle technique*

Les interventions confiées au contrôleur technique concernent (en phase de R&D comme en phase acquisition) :

- une mission de base dont les éléments constitutifs sont les suivants
  - o L/LE : Solidité des ouvrages constitutifs ou indissociables au bâtiment
  - o S/SEI : Sécurité des personnes dans la construction
  - o PS : Sécurité des personnes dans les constructions en cas de Séisme
- des missions complémentaires dont les éléments portent sur :
  - o LP : Solidité des ouvrages indissociables et dissociables
  - o AV : vérification des Avoisinants
  - o PV : Récolement des procès-verbaux COPREC des installations techniques
  - o P1 : Solidité des éléments d'équipements non indissociablement liés
  - o SEI : Sécurité dans les locaux accueillant du public (ERP)
  - o STI : Sécurité dans les locaux relevant du Code du Travail
  - o HYS : hygiène et santé dans la construction dans les bâtiments autres qu'habitations
  - o ENV : Environnement
  - o Hand , relative à l'accessibilité des constructions pour les personnes handicapées **et à la délivrance de l'attestation de prise en compte des règles concernant l'accessibilité,**
  - o CABL, relative à la vérification des précâblages informatiques et téléphoniques par rapport aux spécifications contractuelles,
  - o TH : Vérification des exigences d'isolation thermique des bâtiments
  - o PH : Vérification des exigences d'isolation acoustique dans les bâtiments autre qu'habitation
  - o F : Fonctionnement des installations
  - o GTB : Gestion technique du bâtiment
  - o VIEL : Vérification initiales des installations électriques
  - o VAMST : Vérification avant mise sous-tension
  - o Vérification réglementaire à la mise ou remise en service des ascenseurs et monte-charges,

Ces missions ou éléments de missions sont définis dans le CCTG applicable aux marchés publics



de contrôle technique et ses annexes approuvés par décret n°99-443 du 28 mai 1999.

Relèvent notamment de la mission du contrôleur technique (liste non-exhaustive) :

- Les dispositions constructives relatives à la protection contre les risques d'incendie et de panique, dispositifs d'alarme et d'alerte, comportement au feu des matériaux et élément de construction ; isolement ; dessert des services de secours ; cloisonnement et dégagements sorties de secours ; dispositifs d'alarme et d'alerte ; équipements de désenfumage naturel ;
- Les installations électriques (MT, BT, courants faibles) ;
- Les installations de chauffage, ventilation, conditionnement d'air, réfrigération, et équipements de désenfumage mécanique ;
- Les conduits de fumée ;
- Les ponts-roulants, ponts-élévateurs, chaînes, tout moyen de manutention ;
- Les installations de fluides divers et notamment le positionnement des disconnecteurs ;
- Les dispositions de construction concernant la protection contre les rayonnements ionisants ;
- Les garde-corps ;
- Le contrôle de fonctionnement des dispositifs réglementaires de sécurité.

En précision de ce qui a été annoncé précédemment, le contrôleur technique devra notamment vérifier l'application des dispositions législatives et ou réglementaires relatives à la sécurité des personnes pour les équipements et l'ensemble des charpentes supports, passerelles, escaliers, échelles...

Le contrôleur technique intervient à minima à compter du lancement de l'analyse des offres reçues dans le cadre de la consultation pour le partenariat d'innovation et s'achèvera à la fin de la période de garantie de parfait achèvement éventuellement prolongée. Cela pour chacune des phases de chaque partenariat d'innovation et chaque site.

Le contrôleur technique procédera à la vérification initiale des installations électriques (VIEL) conformément aux réglementations applicables (notamment le règlement de sécurité, le code du travail et l'ensemble des normes s'y rapportant).

Sa mission comprend, par ailleurs, en tant que de besoin, l'assistance à la visite de la commission de sécurité, l'examen des travaux effectués pendant la période de garantie de parfait achèvement et des ouvrages et éléments d'équipements ayant été soumis au contrôle et qui font l'objet de travaux effectués pendant cette même période de garantie de parfait achèvement.

**Sa mission comprend, par ailleurs, en tant que de besoin, l'assistance lors de la préparation des dossiers d'autorisation administrative (réunions de travail avec les services instructeurs, préparation des commissions, etc.), l'assistance à la visite de la commission de sécurité, l'examen des travaux effectués pendant la période de garantie de parfait achèvement et des ouvrages et éléments d'équipements ayant été soumis au contrôle et qui font l'objet de travaux effectués pendant cette même période de garantie de parfait achèvement.**

#### **INCOMPATIBILITES :**

Il est rappelé que selon l'article R.4532-19 du Code du Travail, et compte tenu de la nature et du montant de l'opération, le CT ne peut être chargé d'une autre fonction dans le cadre du partenariat pour la construction de quartier de semi-liberté. Dès lors l'exercice d'une mission de contrôleur technique est incompatible avec celle de CSPS et d'OPC.

#### **7.2. Actes techniques correspondant aux phases d'intervention du contrôleur technique**

Les missions du titulaire sont décomposées en 5 phases techniques au sens de l'article 22 du CCAG-PI.

#### **PHASE CONSULTATION**

##### **Mission 1.1 - Analyse des offres**

- Remise d'un rapport d'analyse pour chaque offre remise pour chaque partenaire candidat.  
Le CT devra analyser le contenu de l'offre et les éventuels compléments apportés par les candidats. L'offre contiendra notamment :
  - un projet de QSL de 50 places de niveau APS,
  - le mémoire technique associé, qui doit permettre d'apprécier les modes constructifs retenus par le candidat, le niveau des prestations et des performances attendues et la façon dont les QSL seront standardisés pour permettre à la fois une rapidité de réalisation et une adaptation à toutes les spécificités de site en phase 2 du partenariat d'innovation :

Le titulaire du présent marché remettra un rapport d'analyse pour chaque offre remise. **Eu égard à la teneur des réponses obtenues des candidats, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de demander des précisions, clarifications et de mener des négociations auprès des candidats.** Le titulaire signalera au maître d'ouvrage, au fur et à mesure de son analyse, les informations manquantes qui lui seraient utiles ou nécessaires.

Il ne peut prendre aucun contact direct, par écrit ou oralement avec les candidats au cours de cette phase.

Tout manquement à cette règle entraîne la résiliation du marché aux torts du titulaire et l'application des pénalités prévues en cas de manquement aux obligations de sécurité mentionnées à l'article 5.

Il est précisé, à titre indicatif, que le pouvoir adjudicateur laisse l'opportunité aux groupements candidats de mettre en place un processus BIM (modélisation des données du bâtiment) sur le projet. Il serait alors mis en place lors des études de conception.

#### ○ Présentation du rapport au partenaire candidat :

Une réunion d'échange avec les groupements candidats sera organisée, afin que le contrôleur technique puisse présenter son analyse et expliciter ses demandes complémentaires.

### PHASE DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Les missions ci-dessous concernent toutes les typologies d'opérations.

#### **Mission 1.2 - Contrôle des études**

- Avant-projet sommaire (APS)
  - Rédaction du rapport initial (visé à l'article 11 du CCTG) sur la base de l'avant-projet sommaire validé par le maître d'ouvrage – établissement du RICT
- Permis de construire (PC) / Autorisations de travaux
  - Avis sur le permis de construire et autorisations de travaux : Rédaction d'un rapport (notamment sur les notices de sécurité/accessibilité prévue par la réglementation sur les établissements recevant du public) avec préconisations de corrections le cas échéant
- Rapport des études des sols
  - Avis sur le cahier des charges du géotechnicien, intégré aux groupements, (nombre et nature des sondages) et sur le rapport de sol
- Avant-projet définitif (APD)
  - Rapport d'étape et mise à jour du rapport initial
- Projet (PRO)
  - Rapport d'étape et mise à jour du rapport initial
- Prototype
  - Avis sur tous les aspects techniques du prototype (portant sur une cellule avec mobilier et terminaux divers, une gaine technique équipée mais non raccordée, la PEP maquette mais non-équipée, une Section de coursive : avec équipements techniques

représentatifs) relevant du champ de compétence du contrôleur technique et qui intégrera la rédaction d'un rapport avec préconisation de corrections le cas échéant.

- AUTRE
  - Nouvel examen d'un dossier d'étude de conception en cas de rejet

Le contrôleur technique prévoira autant de réunions que nécessaire avec les intervenants concernés, y compris avec le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre. En particulier, **un minimum de 5 réunions** avec la maîtrise d'ouvrage au cours de la phase de conception de la phase de recherche et développement est à prévoir. De plus, le titulaire participera aux réunions avec les services locaux et/ou départementaux de sécurité. Il établira le compte rendu de ces réunions. Pour ces réunions, une visioconférence sera mise en place par le maître d'ouvrage.

#### PHASE ACQUISITION (MISSIONS 1.3 à 1.5)

##### **Mission 1.3 - Contrôle des études d'exécution**

- Examen des documents relatifs aux ouvrages soumis au contrôle (documents d'exécution et de synthèse notamment),
  - Avis sur les documents remis par les groupements du partenariat d'innovation ou la personne publique
- Examen des documents relatifs aux éléments d'équipement soumis au contrôle
  - Avis sur les documents remis par les groupements du partenariat d'innovation ou la personne publique
- Participation à des réunions de mises au point technique
  - Le contrôleur technique prévoira autant de réunions que nécessaire avec les intervenants concernés
  - Le titulaire devra, avant chaque présentation du projet aux organismes de sécurité incendie, préparer une note synthétique récapitulant l'avis du titulaire sur le projet en matière de sécurité des personnes (mission S). A l'issue de chaque réunion, un compte rendu sera établi par le titulaire

##### **Mission 1.4 - Contrôle de l'exécution et suivi de la réception des travaux**

- Avis sur les différents documents remis par les entreprises
  - Examen des documents formalisant les résultats des vérifications techniques effectuées par les constructeurs énumérés à l'article 1792-1 (1°) du code civil pour les ouvrages et éléments d'équipement soumis au contrôle
  - Le contrôleur technique prévoira autant de réunions que nécessaire avec les intervenants concernés. Il prévoira au minimum une réunion hebdomadaire
- Examen visuel à l'occasion de visites ponctuelles de chantier des ouvrages et éléments d'équipements soumis au contrôle, **participations obligatoires aux rendez-vous de chantier hebdomadaires.**
  - Le maître d'ouvrage s'engage à donner au titulaire tous moyens lui permettant d'avoir accès au chantier de manière suffisante pour exercer sa mission dans des conditions normales de sécurité et d'efficacité
  - Les visites de chantiers seront hebdomadaires et feront l'objet d'un compte rendu
  - La mission du contrôleur technique peut le conduire à s'assurer que la qualité des produits utilisés dans la construction est appropriée au projet. Dans ce but il doit notamment signaler au maître d'ouvrage les essais qu'il estime nécessaires et une estimation du coût de ces essais.

- Les avis donnés au fur et à mesure sur l'exécution sont signés ou contresignés par le responsable du contrôle de l'opération, personne physique désignée à cet effet. Le titulaire adresse directement ses avis aux groupements titulaires du partenariat d'innovation et au maître d'ouvrage
- Le contrôleur technique fournira mensuellement au maître d'ouvrage la synthèse des avis formulés
- Le contrôleur technique prévoira autant de réunions que nécessaire avec les intervenants concernés.
- Il prévoira d'assister au minimum à 2 réunions de chantier par mois
- Pendant les opérations préalables à la réception et jusqu'à la levée des observations
  - Le responsable qualifié pour représenter le titulaire auprès de la maîtrise d'ouvrage (cf. article 6.3 du présent CCP) est tenu d'assister aux opérations préalables à la réception
- Etablissement du rapport de vérification des installations électriques avant mise sous tension
  - Ce document sera à produire pour chaque bâtiment concerné, et sera joint à l'attestation de conformité soumise au visa de CONSUEL par l'installateur. La réalisation de cette mission fera application du décret 72-1120 du 14/12/1972 modifié par les décrets n° 2001-222 du 06/03/2001 et n° 2010-301 du 22/03/2010.
- Etablissement d'un rapport de vérification initiale des installations électriques
  - Ce rapport traite de la protection des travailleurs, en application des articles R4226-14 et suivants du code du travail, et sera réalisé selon les conditions définies dans l'arrêté du 26 décembre 2011. Il devra être adressé à la personne publique au plus tard à la date de signature du procès-verbal des Opérations Préalables à la Réception par les groupements.
- Etablissement d'un rapport de vérification des ascenseurs et des portes et portails
  - La mission porte sur la vérification à la mise ou remise en service des ascenseurs, ainsi que l'évaluation de la conformité et vérification de l'installation des portes et portails sur les lieux de travail. Il donnera lieu à la remise d'un rapport à la maîtrise d'ouvrage.
- Etablissement d'un rapport de vérification du pré-câblage informatique téléphoniques par rapport aux spécifications contractuelles
  - La mission porte sur la vérification du précâblage des installations informatiques et de téléphonie telles que décrites au programme
- Établissement du rapport final de contrôle technique (RFCT)
  - Un rapport final de contrôle technique devra être adressé à la personne publique au plus tard à la date de signature du procès-verbal des Opérations Préalables à la Réception par les groupements
  - Des rapports minutes de mise à jour des avis pourront être demandés par le maître d'ouvrage. Ces rapports devront parvenir au maître d'ouvrage dans un délai indiqué aux articles 9 et 10 relatifs aux *délais et aux pénalités* du présent CCP
  - Après réception des ouvrages, un rapport relatif à la levée ou non des réserves devra être adressé à la personne publique dans un délai indiqué à l'article 9 du présent CCP
- Etablissement de l'attestation de vérification de l'accessibilité aux personnes handicapées
  - Le contrôle des ouvrages et éléments d'équipement concourant à la satisfaction de ces exigences réglementaires
  - La fourniture à l'issue de l'achèvement des travaux visés par les textes (construction neuve; mise aux normes des ERP) et soumis à permis de construire, de l'attestation de prise en compte des règles concernant l'accessibilité selon la réglementation en vigueur. Cette attestation doit être ensuite fournie à l'autorité qui a délivré ce permis par le maître d'ouvrage

- Assistance à la visite de la commission de sécurité et accessibilité et aux éventuelles visites préalables des services de sécurité et de secours
  - La participation aux éventuelles visites préalables, rédaction d'un compte rendu des visites et des essais réalisés par les services compétents. Le titulaire participe à chacune des visites des commissions de sécurité et d'accessibilité
  - La rédaction et fourniture du rapport de vérification de sécurité incendie avant le passage de la commission de sécurité en vue de la remise du rapport à la commission dans les délais souhaités par les services de secours
- Examen des travaux effectués pendant la période de levée des réserves
  - Le contrôleur technique procédera à un examen des ouvrages et éléments d'équipement ayant été soumis au contrôle et qui font l'objet de travaux pendant la période de levée des réserves
  - Pour l'exécution de cette phase technique, le maître de l'ouvrage sollicite le contrôleur technique à l'occasion des travaux effectués
  - Un rapport relatif à la levée ou non des réserves devra être adressé au pouvoir adjudicateur à l'issue du délai attribué aux groupements du partenariat pour la levée des réserves et consigné au procès-verbal de réception

### **Mission 1.5 - Période de parfait achèvement**

- Le contrôleur technique procédera à un examen des ouvrages et éléments d'équipement ayant été soumis au contrôle et qui font l'objet de travaux pendant la période de garantie de parfait achèvement
- Pour l'exécution de cette phase technique, le maître d'ouvrage sollicite le contrôleur technique à l'occasion des travaux effectués
- A la levée des réserves, le contrôleur fournira un rapport d'étape sur les travaux effectués pendant la période de garantie de parfait achèvement dans les délais indiqués aux articles 9 et 10 relatifs aux *délais et aux pénalités*.
- Le rapport de fin de mission concernant cette phase (à l'issue de la période de garantie de parfait achèvement ou de sa prolongation) devra être adressé au maître d'ouvrage dans les délais indiqués aux articles 9 et 10 relatifs aux *délais et aux pénalités*.

Les prestations définies supra, et complétant les rendus réglementairement prévus, dépendent des missions confiées au titulaire.

### **Mission 1.6 – AVIS TECHNIQUE PONCTUEL TOUTE PHASE CONFONDUE**

Le pouvoir adjudicateur pourra demander des avis techniques ponctuels. Le contenu exact des prestations concernées sera précisé dans le marché subséquent de même que les livrables attendus et délais afférents.

Cette mission sera décomposée en 2 parties :

- Temps passé (déplacements éventuels inclus)
- Réalisation du rapport (forfait)

### **Article 8 Documents à fournir par le pouvoir adjudicateur**

Le pouvoir adjudicateur mettra à disposition du titulaire les documents en sa possession qui seraient nécessaires à la réalisation des prestations.

## Article 9 Délais et prolongation du délai d'exécution

### 9.1. Délais d'exécution

Le tableau ci-après fixe, pour les principaux éléments de mission, sauf indication différente dans le bon de commande ou marché subséquent des délais (en semaines ou jours calendaires), leurs points de départ et les montants des pénalités.

Mission de contrôle technique		
Élément de mission ou livrable	Délai	Point de départ du délai
Prise de connaissance du dossier	1 semaine	A compter de la réunion entre le titulaire et le maître d'ouvrage
Avis sur les documents d'études, sur dossier PC et/ou dossier d'autorisation administrative	1 semaine	A compter de la réception des documents
RICT	2 semaines	A compter de la réception des documents
Examen des documents d'exécution ou de diagnostics	1 semaine	A compter de la réception des documents
Établissement du CR de visite	3 jours	A compter de la visite/ inspection sur site – Selon planning des travaux, sachant qu'il est exigé un minimum d'une visite par semaine
Synthèse des avis	Sur un rythme mensuel	A compter de l'OS de démarrage des travaux

Avis techniques ponctuels		
Élément de mission ou livrable	Délai	Point de départ du délai
	4 jours	A compter de la notification du marché subséquent

Conformément aux dispositions de l'article 13.1.2 du CCAG-PI, le bon de commande pourra préciser une date de départ du délai d'exécution autre que la date de notification du bon de commande.

Il est précisé que le déroulement des différentes missions listées à l'article 7 du CCP n'est pas nécessairement séquentiel. Certaines missions pourront être commandées simultanément par

le pouvoir adjudicateur. Dans ce cas les délais ne sont pas cumulables.

### **9.2. Délais d'acceptation des documents**

Par dérogation à l'article 28 du CCAG-PI, la décision par le MOA de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet des documents remis par le Titulaire doivent intervenir à l'expiration d'un délai de 30 jours.

Ce délai court à compter de la date d'accusé de réception par le MOA du document à réceptionner. Cet accusé de réception peut être électronique.

En cas de rejet ou d'ajournement, le MOA dispose pour donner son avis, après présentation par le Titulaire des documents modifiés, du même délai que celui indiqués ci-dessus.

### **9.3. Prolongation des délais d'exécution**

Le titulaire est tenu d'informer par tout moyen le pouvoir adjudicateur de toute circonstance qui mettrait en cause les délais d'exécution fixés à l'article 9.1 du présent CCP.



Par dérogation à l'article 13.3.2 du CCAG-PI, le titulaire peut bénéficier des dispositions de l'article 13.3.1 du CCAG-PI par le simple constat par le pouvoir adjudicateur de la survenance d'événements faisant obstacle à l'exécution de l'accord-cadre dans le délai contractuel. L'importance de la prolongation des délais est débattue entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur. La décision est prise par le pouvoir adjudicateur et notifiée au titulaire.

## **Article 10 Pénalités pour retard**

Les pénalités sont appliquées sans mise en demeure, sur simple constat du retard ou de l'absence ou du manquement et sans que le titulaire ne soit invité à faire ses observations par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI. Le nombre de jours de retard sera obtenu par différence entre la date de remise du document et la date limite.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI, en cas de retard dans l'exécution des prestations correspondantes à chacun des bons de commandes ou marchés subséquents ou la remise des livrables, il sera fait application d'une pénalité journalière égale à **150 € par jour et par livrable**.

D'autre part, les pénalités suivantes pourront être appliquées au titulaire :

Élément de mission ou livrable	Délai	Point de départ du délai	Pénalités en cas de retard ou de manquement
<b>Examen des documents de l'offre de l'attributaire</b>			
Rédaction d'analyse pour chaque offre remise pour chaque partenaire candidat.	2 sem.	Réception des offres	150 € par jour calendaire de retard
<b>Examen des documents de conception</b>			
Etablissement du rapport initial sur la base de l'APS validé par le maître d'ouvrage	2 sem.	Réception de l'avant-projet sommaire (APS)	150 € par jour calendaire de retard
Etablissement du RICT	2 sem.	Réception de l'avant-projet sommaire (APS)	150 € par jour calendaire de retard
Formulation d'un avis sur le cahier des charges du géotechnicien	1 sem.	Réception du projet de cahier des charges	150 € par jour calendaire de retard
Avis sur le rapport de sol	1 sem.	Réception du rapport de sol	150 € par jour calendaire de retard
Fourniture du rapport d'étape et mise à jour du rapport initial	2 sem.	Réception du dossier APD Puis Réception du dossier PRO	150 € par jour calendaire de retard
Mise à jour du RICT	2 sem.	Réception du dossier APD puis Réception du dossier PRO	150 € par jour calendaire de retard
<b>Examen des documents d'exécution</b>			
Avis sur les documents remis par les groupements du partenariat d'innovation ou le maître d'ouvrage. (ouvrages ou équipements soumis au contrôle)	2 sem.	Réception des documents	150 € par jour calendaire de retard
<b>Examen sur chantier des ouvrages et éléments d'équipements soumis au contrôle</b>			
Avis sur les documents soumis au contrôle	2 sem.	Réception des documents	150 € par jour calendaire de retard et par document
Examens visuels	1 sem.	A compter de la visite ou de la réunion de chantier si un point particulier a été soulevé	150 € par jour calendaire de retard
<b>Pendant les opérations préalables à la réception et jusqu'à la levée des observations</b>			
Etablissement du rapport de vérification des installations	2 sem.	Décision du maître d'ouvrage sur la fixation de la date de début	500 € par jour calendaire de retard



Élément de mission ou livrable	Délai	Point de départ du délai	Pénalités en cas de retard ou de manquement
électriques avant mise sous tension		des opérations préalables à la réception	
Etablissement d'un rapport de vérification initiale des installations électriques	2 sem.	Demande du maître d'ouvrage Achèvement au plus tard à la date de signature du procès-verbal des opérations préalables à la réception	250 € par jour calendaire de retard
Rapport Final du Contrôleur Technique	3 sem.	Décision du maître d'ouvrage sur la fixation de la date de début des opérations préalables à la réception	500 € par jour calendaire de retard
Etablissement d'un rapport de vérification des ascenseurs et des portes et portails	2 sem.	Décision du maître d'ouvrage sur la fixation de la date de début des opérations préalables à la réception	250 € par jour calendaire de retard
Fourniture de l'attestation de vérification de l'accessibilité aux personnes handicapées	3 sem.	Décision du maître d'ouvrage sur la fixation de la date de début des opérations préalables à la réception	500 € par jour calendaire de retard sauf si les réserves ne sont pas levées par l'entreprise
Dans le cas où ces réserves ne seraient pas levées par l'entreprise, rappel à l'entreprise des réserves accessibilité restantes		Fourniture au plus tard à la date de signature du procès-verbal des opérations préalables à la réception	500 € par jour calendaire de retard sauf si les réserves ne sont pas levées par l'entreprise
Rédaction et fourniture du rapport de vérification de sécurité incendie	3 sem.	Décision du maître d'ouvrage sur la fixation de la date de début des opérations préalables à la réception	500 € par jour calendaire de retard
Rapport minute de mise à jour du RFCT	2 sem.	Demande du maître d'ouvrage	500 € par jour calendaire de retard
Rapport minute de mise à jour du rapport de vérification de sécurité incendie	1 sem.	Demande du maître d'ouvrage	500 € par jour calendaire de retard
Rapport de levée complète des observations du RFCT	3 sem.	A compter de la levée des réserves ou au plus tard 3 mois avant la fin de la période de garantie dite de parfait achèvement	150 € par jour calendaire de retard sauf si les réserves ne sont pas levées par l'entreprise
<b>Examen des travaux effectués pendant la période de garantie de parfait achèvement</b>			
Rapport d'étape sur la levée des observations GPA	3 sem.	Date de proposition des groupements du partenariat d'innovation au maître d'ouvrage de lever les réserves.	150 € par jour calendaire de retard
Rapport de fin de mission	2 sem.	A l'issue de la période de garantie de parfait achèvement ou de sa prolongation	150 € par jour calendaire de retard
<b>Toutes phases confondues</b>			
Mise à jour d'un document suite à reprise d'études du groupement	3 jours ouvrés	Demande du maître d'ouvrage	150 € par jour calendaire de retard
Mise à jour d'un document	3 jours ouvrés	Demande du maître d'ouvrage de correction d'un document	150 € par jour calendaire de retard
Absence ou retard non justifiée à une réunion pour laquelle le titulaire a été dûment convoqué		Réunion où l'absence a été constatée (délai de convocation d'une semaine)	500 € par manquement constaté
Rédaction d'un compte rendu incombant au titulaire	1 sem.	Date de la réunion	150 € par jour calendaire de retard
En cas de changement de la personne qualifiée pour représenter le titulaire auprès de	5 jours ouvrés	Date d'envoi de l'avis prévu au deuxième alinéa de l'article 3.4.3 du C.C.A.G. PI.	150€ par jour calendaire de retard

Élément de mission ou livrable	Délai	Point de départ du délai	Pénalités en cas de retard ou de manquement
la maîtrise d'ouvrage : proposition d'un nouveau responsable			
<b>Divers</b>			
En cas de non-conformité de l'ouvrage à une disposition réglementaire dont le titulaire devait contrôler l'application et dès lors que cette situation empêche la mise en exploitation de l'ouvrage			15% du montant HT des travaux de mise en conformité
En cas de manquement aux obligations de confidentialité mentionnées à l'article 5			4 000 € par manquement constaté
En cas de manquement aux obligations rappelées à l'article 16 du présent CCP (*)			300 € par jour calendaire
Information du représentant du pouvoir adjudicateur de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L 8221-3 et L 8221-5 du Code du travail			5 000 € en cas de manquement

1. Infraction constatée dans le cadre de la découverte d'un sous-traitant non déclaré ou de non remise de l'agrément en cas de renouvellement : **1000 € par infraction constatée ;**

En cas de non-respect de plusieurs délais, les pénalités sont cumulables.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-PI, les pénalités de retard ne sont pas plafonnées.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités **de retard** dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € pour l'ensemble du marché.

Il ne sera pas appliqué de pénalités si le retard est imputable au pouvoir adjudicateur.

## CHAPITRE III : CHAPITRE III : PRIX ET REGLEMENT

### Article 11 : Prix

#### **11.1. Contenu et conditions d'établissement des prix**

Les prix des missions de l'accord-cadre exécutées par bons de commande sont unitaires conformément au bordereau des prix unitaires. Ils sont déterminés par rapport aux types d'opérations de travaux (A, B, C, D, E ou F tels que définis à l'article 2). Les prix sont établis hors T.V.A.

Les marchés subséquents seront réglés en application des prix plafonds indiqués dans le BPU et, le cas échéant, de prix nouveaux et/ou des coûts journaliers (cf. article 6.5 du présent CCP).

Les prix sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des prestations qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces prestations. Les prix unitaires comprennent toutes les dépenses nécessaires pour l'exécution des prestations décrites dans le CCP.

En complément de l'article 10.1 du C.C.A.G.-PI., les prix de l'accord-cadre tiennent compte notamment :

- Des documents généraux visés à l'article 4 ci-dessus, en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini dans l'acte d'engagement ;
- Des charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations ;
- Les marges pour risques et les marges bénéficiaires ;
- Des sujétions liées à l'exécution des prestations à proximité d'un site pénitentiaire et aux contraintes de sécurité y afférentes ;
- Des sujétions techniques et administratives en matière de protection de la santé du personnel et de l'environnement ;
- Des frais qui résultent des mesures réglementaires intéressant la sécurité des intervenants sur le site ;
- De tous les frais supplémentaires pour l'exécution du marché qui sont liés au territoire d'étude (dont les déplacements) ;
- Des pertes de rendement résultant des sujétions mentionnées dans les alinéas précédents ;
- des frais d'assurances.

#### **11.2. Variation des prix**

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois  $M_0$  défini à l'acte d'engagement. Les prix des prestations sont révisibles annuellement à la date anniversaire de notification de l'accord-cadre.

L'index de référence choisi en raison de sa structure pour la révision du prix des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre est **l'index d'ingénierie I, publié sur le site Internet de l'INSEE.**

Le coefficient de révision,  $C_n$  s'applique à chacun des prix des prestations de l'accord-cadre.

Le coefficient de révision  $C_n$  applicable pour le calcul de la révision est donné par la formule :

$$C_n = 0,15 + 0,85 (I_{n-4} / I_{o-4})$$

dans laquelle  $I_{n-4}$  et  $I_{o-4}$  sont les valeurs prises respectivement par l'index I quatre mois avant le mois au cours duquel a lieu la révision et quatre mois avant le mois zéro.

Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

Pour la mise en œuvre de cette formule, les calculs sont effectués avec quatre décimales au maximum. Pour ces calculs, l'arrondi sera pris à la décimale inférieure.

### **11.3. Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)**

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces montants sont éventuellement rectifiés, en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur lors des encaissements.

### **11.4. Clause de réexamen relative à la prolongation du marché de conception-réalisation**

En application des dispositions de l'article R2194-1 du Code de la commande publique, le montant du présent marché peut être revu à la hausse pour la réalisation de prestations complémentaires selon les conditions précisées ci-après aux paragraphes [a](#) et [b](#) du présent CCP.

Ces prestations complémentaires seront de même nature que celles prévues dans le marché initial et feront l'objet d'un ou plusieurs ordres de service visant à en préciser la nature, l'étendue et le montant. Toute modification du marché faite au titre du présent article du CCP sera systématiquement concrétisée par voie d'avenant.

#### **a. En phase études :**

Une rémunération complémentaire sera accordée au titulaire pour les prestations rendues nécessaires en cas de reprise d'études de conception résultant de l'ajournement ou du rejet des études produites par les groupements titulaires du partenariat d'innovation ou encore d'une évolution des normes, réglementations et référentiels applicables. Elle pourra le cas échéant, être prévue par l'intermédiaire d'un marché subséquent.

Cette rémunération complémentaire correspondra aux coûts des prestations réellement exécutées et sera établie sur la base des prix unitaires et forfaits journaliers figurant dans l'offre du titulaire, sans que son montant ne puisse excéder le montant forfaitaire de l'élément de mission en cours.

#### **b. En phase travaux :**

Une rémunération complémentaire sera accordée au titulaire pour les prestations rendues nécessaires en cas de prolongation de la durée du chantier actée par le pouvoir adjudicateur et pour des motifs non imputables au titulaire et ayant pour conséquence une augmentation du délai de la phase relative à « l'examen visuel à l'occasion de visites ponctuelles de chantier des ouvrages et éléments d'équipements soumis au contrôle, participation aux rendez-vous de chantier » de plus de 10% par rapport au délai fixé dans le marché pour la réalisation de cette phase.

Cette rémunération complémentaire correspondra aux coûts des prestations réellement exécutées lors de cette prolongation. Le coût mensuel moyen de cette rémunération complémentaire ne saurait excéder le coût mensuel moyen de cette mission indiquée dans l'acte d'engagement.

## **Article 12 Modalités de règlement**

### **12.1. Répartition des paiements**

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement au titulaire du présent accord-cadre à ses cotraitants et à ses sous-traitants éventuels et, au prestataire mandataire et à ses cocontractants en cas de groupement.

## **12.2. Module de gestion financière**

Les demandes de paiement d'acompte par le titulaire (calcul des décomptes et des acomptes) seront calculées, diffusées et échangées à l'aide du service électronique de traitement, d'archivage et d'échanges d'informations EDIFLEX.

L'utilisation de ce système retenu par le maître d'ouvrage est obligatoire pour le titulaire.

Le système sera utilisé dès sa mise en place pour l'établissement des pièces justificatives des acomptes et du solde (calcul des coefficients de révision, état de la révision, état de la T.V.A.).

## **12.3. Avance**

L'option B prévue à l'article 11 du CCAG PI est retenue.

Si les conditions prévues aux articles R.2191-3 à R.2191-10 du Code de la commande publique sont réunies, une avance est versée au titulaire du marché dans le cadre du bon de commande ou marché subséquent concerné sauf en cas de refus par celui-ci, précisé dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est égal à 5% du montant du bon de commande ou du marché subséquent.

Le taux de l'avance fixé au paragraphe précédent est porté à 10 % lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise.

Le montant de l'avance ne sera ni révisé, ni actualisé.

Le paiement de l'avance intervient, sans formalités, dans le délai de 30 jours à compter de la date de notification du marché.

## **12.4. Acomptes et solde**

Le règlement des sommes dus au titulaire fera l'objet d'acomptes mensuels. Toutefois les acomptes correspondront pour chaque élément de mission au plus à 80% du montant du forfait indiqué au bon de commande ou marché subséquent le cas échéant. . Le solde de chaque élément de mission pourra être versé à l'issue des vérifications et après décision du pouvoir adjudicateur.

Les éléments de chaque mission feront l'objet de paiements partiels définitifs qu'après achèvement total de chaque mission et réception par le maître d'ouvrage (ou réception tacite) telle que précisée au CCAG-PI.

## **12.5. Modalités de paiement**

### **12.5.1. Décompte périodique**

La demande d'acompte est établie par le titulaire. Elle indique les prestations effectuées par celui-ci depuis le commencement du marché jusqu'à la phase considérée et le prix évalué en prix de base hors T.V.A.

Cette demande d'acompte est envoyée à la personne publique.

Les situations et les pièces qui accompagnent la demande d'acompte seront transmises sous forme dématérialisées via le site Chorus Pro <https://chorus-pro.gouv.fr/> . Pour déposer une facture le n° de SIRET de l'APIJ 180 092 256 00023, le n° d'engagement juridique (fourni à la notification du présent marché) sont obligatoires.

Le mode règlement est le virement administratif.

La facture comporte obligatoirement, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom de l'opération
- La date de facturation

- Le nom et l'adresse du créancier
- Le code opération, le code programme et le numéro d'EJ présent sur le BDC ou MS.
- Le montant total hors taxes et toutes taxes comprises

Le représentant du pouvoir adjudicateur vérifie le projet de décompte et applique en tant que de besoin les pénalités de retard prévues au présent marché.

Le projet de décompte ainsi complété devient alors le décompte.

Le montant de l'acompte à verser au titulaire est déterminé par le représentant du pouvoir adjudicateur qui dresse à cet effet un état faisant ressortir :

- a) le montant du décompte ci-dessus établi en prix de base,
- b) l'effet de la révision appliquée sur le montant a) ci-dessus,
- c) l'incidence éventuelle du remboursement de l'avance forfaitaire,
- d) les pénalités et réfections éventuelles,
- e) l'incidence de la T.V.A.,
- f) le montant total de l'acompte à verser ; ce montant étant la récapitulation des postes a), b), c), d) et e) ci-dessus.

Par dérogation à l'article 11.6 du CCAG-PI, aucun acompte ne sera notifié au titulaire du marché.

#### *12.5.2. Décompte final*

Le titulaire adresse au pouvoir adjudicateur une demande de solde, sous forme de projet de décompte final.

Le pouvoir adjudicateur vérifie le projet de décompte final et applique en tant que de besoin les pénalités de retard prévues au présent marché.

#### *12.5.3. Montant du solde*

Le pouvoir adjudicateur établit l'état de solde faisant ressortir :

- a) la différence entre le montant du décompte final ci-dessus et le montant du décompte antérieur,
- b) l'effet de la révision appliqué sur le montant ci-dessus,
- c) les pénalités et réfections éventuelles,
- d) l'incidence de la T.V.A.
- e) le montant du solde à verser au titulaire, ce montant étant la récapitulation des postes - a), b), c) et d) - ci-dessus.
- f) la récapitulation des acomptes périodiques et du solde.

Le montant du décompte général est égal au résultat de cette dernière récapitulation.

En complément des dispositions de l'art 11.6 CCAG PI, le pouvoir adjudicateur ne notifiera pas le solde au titulaire du marché, sauf en cas de désaccord sur le montant des prestations exécutées ou sur l'application de pénalités ou de réfections.

### **12.6. Paiement des co-traitants et des sous-traitants**

#### *12.6.1. Pour les co-traitants*

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque co-traitant, acceptation du montant de l'acompte ou du solde à lui payer.

#### *12.6.2. Pour les sous-traitants*

L'acceptation de la somme à payer à chacun des sous-traitants fait l'objet d'une attestation produite sous EDIFLEX et indiquant la somme à régler par le maître d'ouvrage au sous-traitant concerné. Cette somme tient compte d'une éventuelle révision des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA.

Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, un avenant ou un acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au maître d'ouvrage

une attestation par laquelle il certifie, sous sa responsabilité, que le sous-traitant a été totalement payé.

Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du marché, empiète sur le montant sous-traité.

#### **12.7. Délai de paiement**

Le délai global de paiement maximum imparti au pouvoir adjudicateur pour procéder au règlement des acomptes et du solde est fixé à 30 jours, à compter de leur réception par ses soins.

Le dépassement du délai prévu ci-dessus fait courir de plein droit et sans autre formalité, au bénéfice du titulaire, des intérêts moratoires selon la réglementation et le taux en vigueur.

## CHAPITRE IV : PROTECTION DES PARTIES APPORTEES PAR L'ACCORD-CADRE

### Article 13 Conditions particulières d'intervention

Le titulaire mettra en place les moyens nécessaires pour garantir aux usagers et utilisateurs une parfaite sécurité pendant sa mission et à l'issue de cette dernière.

Sans ces précautions la mission sera retardée sans ouvrir droit à prolongation de délai.

### Article 14 Propriété intellectuelle

Pour l'application du code de la propriété intellectuelle (loi n°92-597 du 1<sup>er</sup> juillet 1992) l'APIJ et le ministère de la justice bénéficient du transfert des droits de reproduction de l'étude. Ces droits sont transférés pendant 20 années sur le territoire national.

Les titulaires, co-traitant(s) et sous-traitant(s) ne pourront en aucun cas diffuser même partiellement les résultats de l'étude objet du présent accord-cadre.

### Article 15 Assurances

#### **15.1. Responsabilités**

D'une façon générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur.

A ce titre, il répond notamment des responsabilités et garanties sur le fondement des principes inspirés par les articles 1792, 1792-2 et 1792-3 du Code Civil.

#### **15.2. Assurances**

Le titulaire devra être titulaire d'une police destinée à garantir ses responsabilités civile et décennale, en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait ou à l'occasion de sa mission en cours d'exécution ou terminée.

Dès notification du marché, le titulaire s'engage à adresser au maître d'ouvrage son attestation d'assurance de responsabilité décennale et civile de droit commun valable dès le début de sa mission jusqu'à la fin de son intervention, il s'engage alors à fournir périodiquement, et au moins au cours du 1<sup>er</sup> trimestre de chaque année, une attestation dont la date de validité sera en cohérence avec la durée de sa mission.

Le non-respect de ces obligations en cours de l'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le maître d'ouvrage, sans indemnisation.

Le non-respect de ces obligations en cours de l'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le maître d'ouvrage, sans indemnisation.

Dans les quinze jours qui suivront la notification de l'accord-cadre, le titulaire devra fournir une attestation d'assurance dûment remplie par l'assureur, précisant :

- Que la police s'applique pour les risques générés par les prestations faisant l'objet du présent accord-cadre ;
- Que les montants des garanties sont conformes aux exigences de l'accord-cadre.

A chaque échéance annuelle, le titulaire fournira une attestation d'assurance, émanant des assureurs, confirmant qu'il est en règle pour le paiement de ses primes.



L'absence de présentation des attestations d'assurance au représentant du pouvoir adjudicateur fait obstacle au mandatement des sommes dues au titulaire de l'accord-cadre. Tout paiement pourra être différé jusqu'à ce que le titulaire fournisse les justifications demandées.

### **Article 16 Dispositions relatives au travail dissimulé**

Le titulaire du marché public est tenu de remettre à chaque pouvoir adjudicateur, tous les six mois et jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord cadre les pièces prévues par les articles D 8222-5 du Code du travail s'il est établi en France, et D 8222-7 à D 8222-8 s'il est établi à l'étranger.

Le titulaire de l'accord cadre est tenu de remettre également à chaque pouvoir adjudicateur conformément à l'article D 8254-2 du Code du travail, tous les six mois et jusqu'à la fin de l'exécution du marché, qu'il soit établi en France ou à l'étranger, la liste nominative des salariés étrangers employés par lui et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L 5221-2 du Code du travail. Cette liste précise pour chaque salarié :

- Sa date d'embauche
- Sa nationalité
- Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail

Afin de remplir cette obligation, l'APIJ pourra souscrire, à une plateforme en ligne, afin de simplifier et sécuriser la collecte des attestations officielles de ses opérateurs économiques.

Cette plateforme permet aux opérateurs économiques de déposer régulièrement leurs attestations en toute sécurité ; le recours à cette plateforme est gratuit pour les opérateurs économiques.

Un système de relance mail rappelle le besoin de mise à jour des documents en temps voulu, et permet ainsi d'être en parfaite légalité.

Cette obligation s'étend à ses co-traitants et à ses sous-traitants.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition.

### **Article 17 Dispositions relatives aux travailleurs détachés**

Si le titulaire du marché est établi hors de France et détache un ou plusieurs salariés, il doit remettre au maître d'ouvrage, avant chaque début de détachement une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité territoriale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-3-1, R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ainsi qu'une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-2 du Code du travail.

Article

### **Article 18 Arrêt de l'exécution de l'accord cadre**

Le pouvoir adjudicateur pourra appliquer l'article 22 du CCAG-PI. Dans ce cas, chaque bon de commande ou marché subséquent sera considéré comme une partie technique au sens de l'article susvisé.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité.

## **Article 19 Résiliation de l'accord-cadre**

Par dérogation à l'article 36 du CCAG PI, en cas de non-renouvellement ou de perte de l'agrément du contrôleur technique portant sur les domaines concernés par le présent accord-cadre, celui-ci sera résilié sans indemnité.

L'accord-cadre pourra être résilié dans les conditions fixées aux articles 36 à 41 du CCAG-PI.

### **19.1. Résiliation du fait du pouvoir adjudicateur**

Le pourcentage à prendre en considération pour le calcul de la somme forfaitaire à verser au titulaire, en application du 40 du CCAG-PI, pour la partie résiliée, est fixé à 1 %.

### **19.2. Résiliation pour faute du titulaire**

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles L.2341-1 et L.2341-5 du Code de la commande publique, l'accord-cadre sera résilié pour faute du titulaire et sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, sans mise en demeure, conformément aux dispositions de l'article L.2341-6 du Code de la commande publique.

En cas de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 8822-5 ou R. 8822-7 et R. 8822-8 du Code du travail conformément au Code de la commande publique, l'accord-cadre sera résilié pour faute du titulaire et sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, après mise en demeure, notifiée par écrit, de présenter ses observations dans un délai de 15 jours et restée sans effet.

### **19.3. Résiliation aux frais et risques**

Conformément à l'article 27 du CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre, aux frais et risques du titulaire.

## **Article 20 Règlement des différends**

Pour tout différend qui s'élèverait entre les parties, celles-ci s'obligent préalablement à rechercher les voies d'un accord amiable dans le cadre de l'article 43 du CCAG-PI.

A défaut, la juridiction à saisir est le tribunal administratif de Melun.

## **Article 21 Dérogations aux documents généraux**

Par dérogation à l'article 1 du CCAG PI, le présent CCP n'énumère pas les articles du CCAG PI auquel il déroge.